

Brochure n° 3617

Convention collective nationale

ENTREPRISES DU PAYSAGE

(Salariés non cadres)

(2^e édition. – Juin 2005)

AVENANT N° 17 DU 21 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597178M

Entre :

L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;

Le syndicat national des paysagistes d'intérieur (SNPI) ;

Le syndicat national des entreprises d'engazonnement par projection (SNEEP) ;

L'association des applicateurs professionnels phytopharmaceutiques (AAPP),

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement (CFE) CGC ;

La fédération CFTC de l'agriculture ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 1^{er}

Les dispositions du chapitre XII *bis* intitulé « Taxe d'apprentissage » sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Les conditions de la collecte de la taxe d'apprentissage par l'UNEP, organisation habilitée par arrêté du 16 décembre 2003, de son recensement et de sa répartition sont définies ainsi qu'il suit :

Après avoir constaté la conclusion d'une convention cadre de coopération le 27 novembre 2003 entre le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche et des affaires rurales et l'union des entrepreneurs du paysage (UNEP) et après la publication de l'arrêté du 16 décembre 2003 portant habilitation de l'UNEP à collecter et à répartir la taxe d'apprentissage, l'UNEP a conclu avec un organisme collecteur agréé une convention de délégation de collecte de ladite taxe conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il est ainsi confié à l'organisation patronale signataire des présentes la collecte des fonds de la taxe d'apprentissage.

Les entreprises de la profession entrant dans le champ d'application de la convention collective verseront 0,50 % des salaires payés pendant l'année de référence au titre de la taxe d'apprentissage à l'instance délégataire de l'union professionnelle.

Il sera tenu compte de la situation des entreprises et établissements situés dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au regard de la taxe d'apprentissage dont le montant est égal à 0,20 % des salaires payés pendant l'année de référence.

Un groupe technique tripartite composé de l'UNEP, des organisations syndicales de salariés et du MAAPAR donnera son avis sur la répartition de la partie non affectée de la taxe d'apprentissage aux centres de formation d'apprentis et aux établissements d'enseignement. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la date de parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Cachan, le 21 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)